

Phase II

NUMERO DU DON 118

ACCORD DE DON

entre

L'UNIVERSITE DE YAOUNDE II, SÓA, CAMEROUN

et

LA FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES EN AFRIQUE
(ACBF)

RELATIF AU FINANCEMENT DU PROGRAMME DE FORMATION
EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (PHASE II).

8 janvier 2004



Table des matières**Préambule**

| | |
|--------------------|---|
| Article I | Définitions; Titres |
| Section 1.01 | Définitions |
| Section 1.02 | Titres |
| Section 1.03 | Annexes |
| Article II | Le Don; Retrait des Fonds du Don |
| Section 2.01 | Le Don |
| Section 2.02 | Retraits du Compte du Don |
| Section 2.03 | Compte Spécial |
| Section 2.04 | La Date de Clôture |
| Article III | Exécution du Projet; Passation des Marchés; Utilisation des Fournitures et Services; Conduite des Affaires |
| Section 3.01 | Exécution du Projet |
| Section 3.02 | Passation des Marchés |
| Section 3.03 | Utilisation des Fournitures et Services |
| Section 3.04 | Conduite des Affaires; Entretien du Matériel et Autres Biens |
| Section 3.05 | Assurance |
| Section 3.06 | Impôts |
| Article IV | Rapports et Etats Financiers; Audits |
| Section 4.01 | Rapports et Etats Financiers; Audits |
| Article V | Dossiers et Rapports du Projet; Visite du Site; Examen des Documents |
| Section 5.01 | Dossiers et Rapports du Projet |
| Section 5.02 | Visite du Site; Inspection des Fournitures; Examen des Documents |
| Section 5.03 | Dispositions de Suivi |

| | |
|---------------------|--|
| Section 5.04 | Examen à Mi-Parcours |
| Section 5.05 | Rapport Final |
| Article VI | Remboursements; Suspension; Annulation |
| Section 6.01 | Remboursements |
| Section 6.02 | Suspension |
| Section 6.03 | Annulation |
| Section 6.04 | Validité de l'Accord après le Remboursement, la Suspension ou l'Annulation |
| Article VII | Attestations |
| Section 7.01 | Attestations |
| Article VIII | Force Obligatoire de l'Accord; Non-Exercice d'un Droit; Arbitrage |
| Section 8.01 | Force Obligatoire |
| Section 8.02 | Non-Exercice d'un Droit |
| Section 8.03 | Règlement des Litiges |
| Section 8.04 | Arbitrage |
| Article IX | Réclamations de Tiers; Responsabilité |
| Section 9.01 | Réclamations de Tiers |
| Section 9.02 | Responsabilité des Organismes Parrains et Bailleurs de Fonds |
| Article X | Dispositions Diverses |
| Section 10.01 | Notifications; Requêtes; Assentiment |
| Section 10.02 | Représentation du Bénéficiaire |
| Section 10.03 | Amendements et Modifications à l'Accord |
| Section 10.04 | Etablissement de Plusieurs Originaux |
| Section 10.05 | Droits d'Utilisation de Produits Dérivés du Projet |
| Article XI | Date d'Entrée en Vigueur; Expiration |
| Section 11.01 | Conditions Préalables à l'Entrée en Vigueur |
| Section 11.02 | Date d'Entrée en Vigueur |
| Section 11.03 | Ajournement de la Notification |

DON NUMERO 118**PREAMBULE**

ACCORD, en date du 8 janvier 2004, entre l'**UNIVERSITE DE YAOUNDE II, CAMEROUN** (le Bénéficiaire), et la **FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE (ACBF)**.

ATTENDU QUE le Bénéficiaire, s'étant assuré que le Projet décrit dans le document du Projet et à l'Annexe 2 au présent Accord est faisable et prioritaire, a demandé à l'ACBF de contribuer au financement dudit projet; et

ATTENDU QUE l'ACBF a accepté, à la suite notamment de ce qui précède, d'accorder au Bénéficiaire un Don, aux conditions stipulées dans le présent Accord;

PAR CES MOTIFS, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE I**Définitions; Titres****Section 1.01. Définitions**

Chaque fois qu'ils sont utilisés dans le présent Accord, à moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes commençant par une majuscule ci-après ont les significations suivantes :

- a) Le sigle «ACBF» désigne la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique;
- b) Le terme «Accord» désigne le présent Accord et toutes les annexes et tous les accords complétant le présent Accord, y compris les modifications qui pourraient y être apportées;
- c) Le terme «Bénéficiaire» a la signification qui lui a été donnée dans le Préambule au présent Accord;
- d) L'expression «Comité Directeur» désigne le comité décrit dans la Section 3.01 (b) du présent Accord;
- e) L'expression « Compte du Don » désigne le compte visé à la Section 2.01 du présent Accord;

- f) L'expression « Compte Spécial » désigne le compte visé à la Section 2.03 du présent Accord;
- g) L'expression « Comité de Gestion » désigne le comité décrit dans la Section 3.01 (b) du présent Accord;
- h) L'expression « Comité de Pilotage » désigne le comité décrit dans la Section 3.01 (b) du présent Accord ;
- i) L'expression «Date de Clôture» désigne la date stipulée à la Section 2.04 du présent Accord, date après laquelle le droit du Bénéficiaire de retirer des fonds du Compte du Don prend fin;
- j) «Document de Projet» désigne le document renfermant la requête soumise par l'Université de Yaoundé II relative au financement du Programme de Formation en Gestion de la Politique Economique et tel que approuvé par l'ACBF le 4 décembre 2002, et toute(s) révisions(s) susceptible(s) d'être conjointement apportées(s), après consultation, par l'ACBF et le Bénéficiaire;
- k) Le terme «Dollars» et le sigle «US\$» désignent la monnaie des Etats-Unis d'Amérique;
- l) Le terme «Don » désigne le don visé à la section 2.01 du présent Accord;
- m) Le terme «Parties» ou «Partie» désigne la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique et/ou le Bénéficiaire;
- n) L'expression «Programme GPE» désigne le Programme de Formation en Gestion de la Politique Economique;
- o) Le terme «Projet» désigne le Projet décrit dans l'Annexe 2 au présent Accord.

Section 1.02. *Titres*

Les titres qui figurent dans le présent Accord n'ont été insérés que pour faciliter la lecture et ne doivent en aucun cas limiter ou affecter de quelque autre manière que ce soit la signification des termes du présent Accord.

Section 1.03. *Annexes*

Les annexes au présent Accord font partie intégrante dudit Accord.

ARTICLE II

Le Don; Retrait des Fonds du DonSection 2.01. *Le Don*

L'ACBF consent au Bénéficiaire, aux conditions stipulées dans le présent Accord, un don (le Don) d'un montant équivalent à deux millions de Dollars des Etats Unis (US\$2,000,000) devant être décaissé sur une période de quatre ans conformément aux dispositions de l'Annexe 3 au présent Accord. Le Don est versé à un compte (le Compte du Don) ouvert par l'ACBF dans ses livres comptables au nom du Bénéficiaire.

Section 2.02. *Retraits du Compte du Don*

Le Bénéficiaire peut retirer les fonds du Compte du Don, conformément aux dispositions de l'Annexe 1 au présent Accord, au titre de dépenses effectuées, ou si l'ACBF y consent, à effectuer, pour régler le coût raisonnable des fournitures et services nécessaires au Projet. Les Directives de Décaissement de l'ACBF régissent les procédures, modalités et conditions de décaissement du Don.

Section 2.03. *Compte Spécial*

Aux fins du Projet, le Bénéficiaire ouvre et conserve un Compte Spécial de Dépôt, dans une monnaie pleinement convertible (dollars des Etats Unis) auprès d'une banque commerciale à des conditions jugées satisfaisantes par l'ACBF, y compris des protections appropriées contre toute compensation, saisie ou blocage. Les dépôts au Compte Spécial et les paiements effectués au moyen du Compte Spécial sont régis par les dispositions de l'Annexe 4 au présent Accord.

Section 2.04. *La Date de Clôture*

Le Compte du Don est fermé et le droit du Bénéficiaire de tirer sur le Compte prend fin à la Date de Clôture. Aux fins du présent Accord, la Date de Clôture est fixée au **31 mai 2008**, ou à toute date ultérieure arrêtée par l'ACBF, après consultation avec le Bénéficiaire.

ARTICLE III

**Exécution du Projet; Passation des Marchés; Utilisation
des Fournitures et Services; Conduite des Affaires**

Section 3.01. *Exécution du Projet*

a) Le Bénéficiaire déclare qu'il souscrit pleinement aux objectifs du Projet, tels qu'ils sont décrits dans le descriptif du Projet et présentés dans l'Annexe 2 au présent Accord, et convient d'exécuter le Projet avec la diligence et l'efficacité voulues et selon des méthodes administratives et financières appropriées; il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires au Projet.

b) Pour suivre l'exécution du Projet, le Bénéficiaire mettra en place, avec une composition jugée satisfaisante par l'ACBF: i) un Comité de Pilotage comprenant le Recteur de l'Université de Yaoundé II, qui en est le Président; le Vice-Recteur Chargé de la Coopération; le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion; un/e représentant/e de la Primature; un représentant du Ministère de l'Enseignement Supérieur; un représentant du Ministère des Finances et du Budget; un/e représentant/e du Ministère des Affaires Economiques, de la Programmation et de l'Aménagement du Territoire; un représentant du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative; un représentant du Secrétaire Exécutif de la CEMAC; un/e représentant/e du Groupement Inter-patronal du Cameroun qui représente le Secteur Privé; le Directeur du Centre de Formation de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ou son représentant; un/e représentant/e de la société civile (de préférence représentant une organisation des femmes) et le Directeur du Programme GPE comme rapporteur; (ii) un Comité Académique comprenant le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui en est le Président; le Directeur du Programme GPE; les cinq responsables des modules d'enseignement; le Directeur des Affaires Académiques et de Coopération de l'Université de Yaoundé II et les formateurs; et (iii) un Comité de Gestion du Programme comprenant le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion; le Directeur du Programme; le Directeur des Affaires Administratives et Financières de l'Université de Yaoundé II; un représentant des Formateurs; le/la Chargé/e de l'Administration et des Finances du Programme GPE; le/la Responsable de la Technologie de l'Information; le/la Bibliothécaire; et un/e représentant des auditeurs. Les membres du Comité de Gestion éliront un/e Président/e autre que le Directeur de Programme GPE et le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion.

Section 3.02. *Passation des Marchés*

En application des dispositions du Manuel de Passation des Marchés de l'ACBF, et à moins que l'ACBF n'en convienne autrement, la passation des marchés de fournitures et les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen du Don sont régis par les dispositions et conditions de passation des marchés du bénéficiaire, avec les clauses ci-après :

a) Le Bénéficiaire se procure les fournitures (et services) auprès du soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme la moins disante et possédant les compétences et capacités requises et sur la base de marchés passés entre le Bénéficiaire et le prestataire de fournitures et services.

b) Les marchés de fournitures d'un coût estimatif inférieur à la contre-valeur de 2.000 Dollars chacun, à hauteur d'un montant global équivalant à 10.000 Dollars, peuvent être passés sur la base d'une comparaison des offres obtenues d'au moins trois (3) fournisseurs conformément à des procédures jugées satisfaisantes par l'ACBF.

c) Les marchés de fournitures d'un coût estimatif égal ou supérieur à la contre-valeur de 10.000 Dollars peuvent être passés par appel à la concurrence dont la publicité est faite localement, conformément à des procédures jugées satisfaisantes par l'ACBF.

d) Le Bénéficiaire emploie des consultants et autre personnel dont les qualifications, l'expérience et les conditions d'emploi sont conformes aux directives convenues avec l'ACBF.

e) L'ACBF ne finance pas les fournitures et services qui n'auraient pas été acquis conformément aux procédures convenues et annule le montant du Don qui a servi à financer lesdits services et fournitures, ou en demande le remboursement.

Section 3.03. *Utilisation des Fournitures et Services*

A moins que l'ACBF n'en convienne autrement, le Bénéficiaire utilise tous les services et fournitures financés au moyen du Don exclusivement aux fins du Projet.

Section 3.04. *Conduite des Affaires; Entretien du Matériel et Autres Biens*

a) Le Bénéficiaire mène ses opérations et gère ses affaires conformément à de saines pratiques administratives et financières, sous la supervision d'une direction qualifiée et expérimentée, assistée d'un personnel compétent et en nombre suffisant; et

b) Le Bénéficiaire exploite et entretient correctement son matériel et ses autres biens et procède dans les meilleurs délais à toutes les réparations et tous les renouvellements nécessaires conformément à de saines pratiques administratives et financières.

Section 3.05. Assurance

Le Bénéficiaire assure, ou prend des dispositions adéquates pour faire assurer toutes fournitures importées financées sur le produit du Don contre tous les risques liés à l'acquisition, au transport ou à la livraison desdites fournitures sur le lieu de leur utilisation ou installation.

Section 3.06. Impôts

Le présent Accord est exonéré de tous impôts, prélèvements, redevances, droits de douane ou toutes autres taxes, et le Bénéficiaire n'utilise aucun montant du Don pour régler un impôt, un prélèvement, une redevance, un droit de douane ou toute autre taxe, ni ne permet pareil emploi.

ARTICLE IV

Rapports et Etats Financiers; Audits

Section 4.01 *Rapports et Etats Financiers; Audits*

a) Le Bénéficiaire tient ou fait tenir, conformément à des principes comptables appropriés, les écritures et comptes nécessaires pour enregistrer les opérations, les ressources et les dépenses relatives au Projet.

b) Le Bénéficiaire :

- i) fait vérifier les écritures et comptes visés au paragraphe(a) de la présente Section, y compris les écritures et comptes relatifs au Compte Spécial, pour chaque exercice, conformément à des principes d'audit appropriés par des auditeurs indépendants approuvés par l'ACBF;
- ii) fournit à l'ACBF dans les meilleurs délais, et dans tous les cas six mois au plus tard après la clôture de l'exercice auquel il se rapporte, une copie certifiée conforme du rapport d'audit desdits auditeurs dont la portée et les détails ont été raisonnablement fixés par l'ACBF ; et
- iii) fournit à l'ACBF tous autres renseignements concernant les comptes et écritures du Projet que l'ACBF peut raisonnablement demander.

c) Pour toutes les dépenses pour lesquelles des retraits du Compte du Don ou du Compte Spécial ont été faits sur la base de relevés de dépenses, le Bénéficiaire :

- i) tient ou fait tenir, conformément au paragraphe a) de la présente Section, des écritures et comptes enregistrant lesdites dépenses;

- ii) conserve, pendant au moins un an après que l'ACBF a reçu le rapport d'audit concernant l'exercice au cours duquel le dernier retrait du Compte du Don, ou le dernier paiement au moyen du Compte Spécial, a été effectué, toutes les écritures (contrats, commandes, factures, notes, reçus et autres pièces) justifiant lesdites dépenses;
- iii) permet aux représentants de l'ACBF d'examiner lesdites écritures; et
- iv) fait en sorte que lesdits comptes et écritures soient inclus dans l'audit annuel visé au paragraphe (b) de la présente Section et que le rapport des auditeurs contienne un avis distinct indiquant si l'on peut se fonder sur les relevés de dépenses présentés au cours dudit exercice, et sur les procédures et contrôles internes ayant servi à les établir, pour justifier les retraits de fonds qui s'y rapportent.

ARTICLE V

Dossiers et Rapports du Projet; Visite du Site; Examen des Documents

Section 5.01 *Dossiers et Rapports du Projet*

a) Le Bénéficiaire :

- i) adopte un système interne de suivi, acceptable par l'ACBF, pour suivre l'avancement du Projet, et pour identifier les fournitures de services financés sur le montant du Don et leur utilisation pour le Projet; et
- ii) soumet un rapport trimestriel décrivant en détail tous les résultats du Projet et la manière dont le Bénéficiaire s'acquitte des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

b) Le Bénéficiaire informe l'ACBF dans les meilleurs délais de toute situation qui interfère, ou risque d'interférer avec la mise en œuvre du Projet ou avec le respect par le Bénéficiaire des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 5.02 *Visite du Site; Inspection des Fournitures; Examen des Documents*

Le Bénéficiaire permet aux représentants de l'ACBF :

- a) de visiter toutes les installations et tous les sites du Projet;

- b) d'inspecter les fournitures financées au moyen du Don;
- c) d'examiner toutes les écritures et tous les documents relatifs au Projet; et
- d) de se concerter avec les agents du Bénéficiaire responsables de l'exécution du Projet.

Section 5.03 *Dispositions de Suivi*

Le Bénéficiaire prend des dispositions, jugées satisfaisantes par l'ACBF, pour suivre les progrès de l'exécution du Projet, et pour évaluer l'impact du Projet.

Section 5.04 *Examen à Mi-Parcours*

Le Bénéficiaire et l'ACBF procèdent à un examen à mi-parcours des progrès réalisés dans l'exécution du Projet deux ans après la Date d'Entrée en Vigueur ou à une date ultérieure fixée de commun accord par les parties. Une fois approuvées par le Bénéficiaire et l'ACBF, les recommandations de ladite évaluation sont appliquées par le Bénéficiaire avec la diligence voulue. L'évaluation à mi-parcours porte, notamment, sur: a) le design du projet ; b) la gouvernance et la gestion du Projet; c) la mise en œuvre du projet ; d) la réalisation des objectifs du projet ; e) les résultats du projet et leurs impacts ; et f) la pérennisation des acquis du projet.

Section 5.05 *Rapport Final*

a) Dans les meilleurs délais après l'achèvement du Projet, mais dans tous les cas six (6) mois au plus tard après la Date de Clôture, le Bénéficiaire établit et communique à l'ACBF un rapport, dont la portée et les détails ont été raisonnablement fixés par l'ACBF, sur: i) l'exécution et les premières activités du Projet; ii) le coût du Projet; iii) les avantages que le Bénéficiaire a précisément tirés du Projet; iv) le respect par le Bénéficiaire et l'ACBF des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du présent Accord; et v) la réalisation des objectifs du Don.

b) Le Bénéficiaire fournit également tous autres renseignements liés au Projet et au présent Accord que l'ACBF peut raisonnablement demander.

ARTICLE VI

Remboursements; Suspension; AnnulationSection 6.01. *Remboursements*

L'ACBF a droit au remboursement de tout ou partie de tout montant retiré par le Bénéficiaire du Compte du Don si ledit montant n'a pas été utilisé conformément aux dispositions des Sections 2.02 et 3.02 ou à une disposition quelconque du présent Accord.

Section 6.02. *Suspension*

a) L'ACBF peut, par notification écrite au Bénéficiaire, suspendre, en tout ou en partie, le droit du Bénéficiaire de procéder à des retraits sur le Compte du Don dans l'un quelconque des cas suivants :

- i) le Bénéficiaire a manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord; ou
- ii) le Bénéficiaire a sciemment fait des déclarations ou fourni des attestations inexactes à propos du présent Accord, sachant que l'ACBF devait se fonder sur lesdites déclarations ou attestations; ou
- iii) le droit du Bénéficiaire de procéder à des retraits en vertu d'un autre accord avec l'ACBF a été suspendu en tout ou en partie; ou
- iv) une situation imprévue et exceptionnelle se produit après la date du présent Accord qui rend improbable la mise en œuvre par le Bénéficiaire du Projet ou l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord; ou
- v) le droit du Bénéficiaire de retirer les fonds de tout autre don ou prêt qui lui a été consenti pour financer le Projet a été suspendu ou il y a été mis fin, en tout ou en partie, conformément aux termes de l'Accord stipulant ledit don ou prêt; ou
- vi) la direction ou le fonctionnement du Projet ou du Bénéficiaire a fait l'objet de modifications substantielles après l'entrée en vigueur du présent Accord sans le consentement de l'ACBF .

b) A moins que l'ACBF ne notifie le Bénéficiaire qu'il en va autrement, le droit du Bénéficiaire de procéder à des retraits sur le Compte du Don demeure suspendu tant qu'il n'a pas été mis fin à la situation ou aux situations motivant ladite suspension.

Section 6.03. *Annulation*

L'ACBF peut, par notification au Bénéficiaire, mettre fin au droit du Bénéficiaire de procéder à des retraits et annuler le Compte du Don dès lors que :

- i) le droit du Bénéficiaire d'effectuer des retraits d'un montant quelconque sur le Compte du Don a été suspendu pendant une période ininterrompue de trente Jours; ou
- ii) l'ACBF établit, après consultation avec le Bénéficiaire, qu'une partie du Don ne sera pas nécessaire au financement du Projet; ou
- iii) l'ACBF établit qu'une acquisition financée sur un montant retiré par le Bénéficiaire du Compte du Don était incompatible avec les dispositions de la Section 3.02 du présent Accord; ou
- iv) après la Date de Clôture, il reste un solde non retiré sur le Compte du Don.

Section 6.04. *Validité de l'Accord après le Remboursement, la Suspension ou l'Annulation*

Nonobstant tout remboursement, toute suspension ou toute annulation intervenue en vertu du présent Article, toutes les dispositions du présent Accord demeurent pleinement en vigueur et applicables, sauf stipulation contraire expressément prévue par le présent Article.

ARTICLE VII

Attestations

Section 7.01. *Attestations*

Le Bénéficiaire atteste :

- a) qu'il est pleinement habilité à conclure le présent Accord;
- b) que la signature et la remise du présent Accord en son nom ont été dûment autorisées conformément aux normes administratives et statutaires qui leur sont applicables ;
- c) le présent Accord, tel que signé, a force obligatoire pour le Bénéficiaire conformément à ses termes ;
- d) Le Bénéficiaire a obtenu du Gouvernement toutes les autorisations, accords ou dispenses nécessaires à la signature et à la remise du présent Accord et à l'exécution des engagements dans ledit Accord ; et
- e) A moins que l'ACBF n'ait reçu notification écrite préalable du contraire, le Bénéficiaire a obtenu toutes autorisations, approbations, permissions et licences administratives nécessaires à l'exécution du Projet.

ARTICLE VIII**Force Obligatoire de l' Accord; Non-Exercice d'un Droit ;
Arbitrage****Section 8.01. Force Obligatoire**

Les droits et obligations de l'ACBF et du Bénéficiaire au titre du présent Accord s'appliquent et ont force obligatoire nonobstant toute disposition contraire du droit d'un pays quelconque. Ni l'ACBF, ni le Bénéficiaire ne peuvent soutenir, lors d'une action quelconque intentée en Vertu du présent Article, qu'une disposition quelconque du présent Accord est nulle ou n'a pas force obligatoire en raison de la législation d'un pays quel qu'il soit.

Section 8.02. Non-Exercice d'un Droit

Sous réserve des dispositions de la Section 8.03, aucun retard ou omission dans l'exercice d'un droit, d'un pouvoir ou d'un recours découlant du présent Accord, en cas de manquement, ne peut porter atteinte à ce droit, pouvoir ou recours ni être interprété comme une renonciation à ce droit, pouvoir ou recours, ou comme un acquiescement audit manquement ou à tout manquement ultérieur.

Section 8.03, Règlement des Litiges

a) Les parties s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour régler à l'amiable tout litige auquel peut donner lieu entre elles le présent Accord et à notifier immédiatement l'autre partie de tout litige éventuel. La notification propose une instance et des modalités de règlement du litige.

b) Tout litige qui n'a pas été réglé dans les soixante (60) jours à partir de la date de notification est soumis à un arbitrage conformément aux dispositions de la Section 8.04.

Section 8.04. Arbitrage

a) Toute réclamation ou tout différend afférents au présent Accord qui n'ont pas été réglés comme prévu à la Section 8.03 peuvent, à la demande de l'une ou l'autre partie, être soumis à l'arbitrage d'un Tribunal Arbitral comme prévu dans la présente Section.

b) Le Tribunal Arbitral visé à la présente Section est composé de trois arbitres, nommés l'un par le Bénéficiaire, l'autre par l'ACBF, et le troisième, qui préside le tribunal, par les deux premiers d'un commun accord.

c) Si, dans les soixante jours qui suivent la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre partie n'a pas nommé d'arbitre, ou, si dans les quinze jours suivant la nomination des deux arbitres, le troisième n'a pas été nommé, l'une ou l'autre des deux parties peut demander au Président de la Cour Internationale de Justice ou à son Vice-Président si le Président est de nationalité camerounaise de nommer l'Arbitre ou le Président qui n'a pas encore été nommé.

d) Les procédures dudit arbitrage sont fixées par les arbitres, et les frais de l'arbitrage, tels qu'évalués par les arbitres, sont supportés par les parties.

e) Les dispositions de la présente Section concernant l'arbitrage se substituent à toute autre procédure de règlement des différends liés au présent Accord. La décision des arbitres est finale et les parties ne peuvent faire appel devant aucune autre juridiction nationale ou internationale.

ARTICLE IX

Réclamations de Tiers; Responsabilité

Section 9.01. *Réclamations de Tiers*

Le Bénéficiaire est seul à répondre de toutes réclamations que des tiers pourraient formuler à l'encontre de l'ACBF, de ses dirigeants, ou d'autres personnes fournissant des services au nom de l'ACBF, et le Bénéficiaire dégage la responsabilité de l'ACBF, de ses dirigeants et desdites autres personnes fournissant des services en son nom en cas de réclamations ou d'obligations liées à des opérations menées en vertu du présent Accord.

Section 9.02. *Responsabilité des Organismes Parrains et des Bailleurs de Fonds*

Le Bénéficiaire reconnaît, conformément à l'Article XIII de la Constitution de l'ACBF, que l'ACBF est une personne morale indépendante et que ni les Organismes Parrains (tels que définis dans l'Article VII.2 de la Constitution de l'ACBF), à titre individuel ou collectif, ni aucun autre donateur contribuant au Fonds Fiduciaire ACBF-PACT n'auront à répondre d'un acte ou d'une obligation quelconque de l'ACBF.

ARTICLE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 10.01. *Notifications; Requêtes; Assentiment*

Toute notification ou requête et tout accord entre les parties prévus par le présent Accord sont formulés par écrit. Ladite notification ou requête est réputée avoir été dûment adressée, ou ledit accord passé lorsqu'il ou elle a été remis en main propre, ou par lettre, télécopie (pourvu que ladite communication soit

suivie dans les meilleurs délais par la remise de l'original) ou par message télex à son destinataire à l'adresse ci-après ou à toute autre adresse indiquée :

Pour le Bénéficiaire :

Université de Yaoundé II

B.P. 1365

Yaoundé, République du Cameroun

Télécopie: (237) 223 79 12

E-mail : gpe@uycdc.uninet.cm

Pour l'ACBF :

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

Cnr. Jason Moyo Avenue & Sam Nujoma Street, 7^{ème} et 15^{ème} étages

B.P. 1562

Harare, République du Zimbabwe.

Télécopie : (263-4) 702915 ; 738520

E-mail: root@acbf-pact.org

Section 10.02. *Représentation du Bénéficiaire*

a) Par les présentes, Monsieur le Recteur de l'Université de Yaoundé II est désigné comme le représentant du Bénéficiaire aux fins de prendre toute mesure que le Bénéficiaire est autorisé à prendre ou tenu de prendre en vertu des dispositions du présent Accord.

b) Le Bénéficiaire peut, par notification écrite à l'ACBF, déléguer à toute autre personne le pouvoir de prendre toute(s) mesure(s) spécifiée(s) dans ladite notification que le Bénéficiaire est autorisé à prendre ou tenu de prendre en vertu du présent Accord (y compris, mais non exclusivement, le pouvoir de signer des demandes de retraits du Compte du Don en vertu de l'Annexe I au présent Accord).

c) Le Bénéficiaire fournit à l'ACBF des pièces attestant de façon suffisante les pouvoirs conférés à chaque personne désignée conformément à la présente Section, ainsi que des spécimens légalisés de la signature de chacune desdites personnes.

Section 10.03. *Amendements et Modifications à l'Accord*

Le présent Accord et ses annexes constituent la somme et le total des accords et arrangements entre les parties et il ne peut être modifié que par leur accord écrit.

Section 10.04. *Etablissement de Plusieurs Originaux*

Le présent Accord peut être signé en plusieurs exemplaires, dont chacun est réputé être un original, mais qui à eux tous constituent un seul instrument.

Section 10.05. *Droits d'Utilisation de Produits Dérivés du Projet*

A moins que l'ACBF n'en convienne autrement, le Bénéficiaire accorde par les présentes à l'ACBF le droit d'utiliser tout travail ou découverte résultant de l'aide apportée par l'ACBF en vertu du présent Accord sans qu'elle ait à verser de redevances ou à régler d'autres frais similaires tout en mentionnant le nom du bénéficiaire.

ARTICLE XI

Date d'Entrée en Vigueur; Expiration

Section 11.01. *Conditions Préalables à l'Entrée en Vigueur*

Le présent Accord n'entre en vigueur qu'après que le Bénéficiaire ait fourni à l'ACBF des pièces justifiant à la satisfaction de l'ACBF:

- a) que le Directeur du Programme GPE-Yaoundé (Phase II) a été recruté en utilisant un processus ouvert, compétitif et transparent acceptable pour l'ACBF ;
- b) que toutes les attestations faites par le Bénéficiaire dans l'Article VII du présent Accord sont exactes;
- c) si l'ACBF le demande, que la situation du Bénéficiaire, telle qu'attestée par le Bénéficiaire à la date du présent Accord, n'a pas changé de manière substantielle après ladite date.

Section 11.02. *Date d'Entrée en Vigueur*

Sous réserve des dispositions de la Section 11.03 du présent Accord, l'ACBF, sur présentation de pièces justifiant de manière satisfaisante que toutes les conditions stipulées à la Section 11.01 du présent Accord ont été remplies, fait parvenir au Bénéficiaire une notification qui marque l'entrée en vigueur du présent Accord.

Section 11.03. Ajournement de la Notification

L'ACBF peut ajourner l'envoi de la notification prévue à la Section 11.01 si survient un événement qui aurait donné à l'ACBF le droit, conformément à la Section 6.02 du présent Accord, de suspendre le droit du Bénéficiaire d'effectuer des retraits du Compte du Don si le présent Accord avait été en vigueur à la date dudit événement.

Section 11.04. Résiliation avant l'Entrée en Vigueur

Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur 90 jours après la date de signature du présent Accord, le présent Accord et toutes les obligations incombant aux parties en vertu dudit Accord prennent fin à moins que l'ACBF ne fixe une date ultérieure aux fins de la présente Section.

Section 11.05. Expiration

Le présent Accord prend fin deux ans après la Date de Clôture.

CLAUSE FINALE

EN FOI DE QUOI, les soussignés, représentants dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Yaoundé, République du Cameroun, le 8 janvier 2004.

Pour l'UNIVERSITE DE YAOUNDE II



Professeur Jean TABI MANGA
Recteur

**Pour la FONDATION POUR LE
RENFORCEMENT DES CAPACITES
EN AFRIQUE (ACBF)**

Dr. Soumana SAKO
Secrétaire Exécutif

ANNEXE I
RETRAIT DES FONDS DU DON

1. Le tableau ci-dessous indique les catégories de travaux, fournitures et services qui doivent être financés au moyen du Don et le montant du Don affecté à chaque catégorie :

| CATEGORIES | Coût Total du Projet (US\$) | Montant Affecté (US\$) | | |
|---|--------------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| | | ACBF | IDE | Autres |
| 1. FRAIS DE VOYAGE ET DE SEJOUR | 1,283,340 | 898,800 | 256,668 | 129,872 |
| 1.1 Frais de voyage | 272,300 | 217,840 | 54,460 | 0 |
| 1.2 frais de séjour et autres | 880,040 | 704,032 | 176,008 | 0 |
| 1.2. Assurances | 96,000 | 76,800 | 19,200 | 0 |
| 1.2 Achats de livres | 35,000 | 28,000 | 7,000 | 0 |
| | | | | 0 |
| 2. FRAIS D'INSCRIPTION | 144,667 | 115,734 | 28,933 | 0 |
| | | | | 0 |
| 3. PUBLICITE | 19,000 | 15,200 | 3,800 | 0 |
| | | | | 0 |
| 4. SELECTION DES CANDIDATS | 10,830 | 8,664 | 2,166 | 0 |
| | | | | 0 |
| 5. DEPENSES TOTALES D'ENSEIGNEMENT | 617,133 | 334,428 | 182,704 | 100,001 |
| 6. DEPENSES D'ADMINISTRATION | 365,716 | 247,013 | 28,628 | 90,075 |
| 7. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 172,000 | 137,600 | 9,400 | 25,000 |
| 8. BIBLIOTHEQUE & EQUIPEMENT | 124,500 | 76,800 | 47,700 | 0 |
| 9. AUDITS | 20,000 | 20,000 | | 0 |
| 10. MONTANT NON-ALLOUE | 140,555 | 93,855 | | 46,700 |
| 11. PROJET EPM ON-LINE | 53,906 | 53,906 | | 0 |
| COUT TOTAL DU PROJET | 2,951,648 | 2,000,000 | 560,000 | 391,648 |

2. Aux fins de la présente Annexe :

- (a) "Frais de Voyage" désigne les frais de voyage de l'auditeur de son pays d'origine à Yaoundé et le retour ainsi que les frais de voyage occasionnés par le stage de l'auditeur dans un pays autre que le Cameroun;
- (b) "Frais de Séjour" désigne les frais de subsistance et les frais de visas pour les auditeurs séjournant à Yaoundé et à l'étranger. Les auditeurs camerounais perçoivent une allocation forfaitaire pour faire face aux frais de transport et d'autres dépenses courantes liées à la scolarité;
- (c) "Frais d'Inscription" désigne les frais de scolarité requis par l'Université de Yaoundé II;
- (d) "Publicité et Sélection" désigne les frais liés au placement des annonces dans les médias pour la publicité du programme GPE et aux dépenses de recrutement des auditeurs;
- (e) "Dépenses Totales d'Enseignement" désigne les dépenses liées à l'organisation des enseignements qui incluent les frais occasionnés par les interventions des enseignants de l'Université de Yaoundé II, les enseignants visiteurs, les praticiens, les conférenciers, la coordination du programme et les conférenciers occasionnels;
- (f) "Dépenses d'Administration" désigne les salaires et les incitations payés au personnel impliqué dans l'administration et la gestion du programme ;
- (g) "Dépenses de Fonctionnement" désigne les charges d'exploitation telles que spécifiées dans le budget détaillé en annexe à cet accord;
- (h) "Bibliothèque et Equipement" désigne la contribution du programme à l'amortissement des équipements et aux frais d'acquisition des livres, souscription aux journaux scientifiques, banques de données et autres publications ;
- (i) "Audits" désigne les frais d'audit externe qui sera réalisé annuellement par des commissaires aux comptes certifiés acceptables à l'ACBF;
- (k) "Montant Non-alloué" désigne l'allocation pour des dépenses imprévues ou des ajustements qui seront nécessaires au cours de la période d'exécution du projet ;

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus :

- a) le Bénéficiaire n'est pas en droit d'effectuer de retraits du Compte du Don après la Date de Clôture;

b) aucun retrait sur le Compte du Don n'est effectué tant que le Bénéficiaire n'a pas rempli les conditions stipulées à l'Annexe 3 du présent Accord.

4. a) Les Directives de Décaissement de l'ACBF stipulent les modalités, conditions, dispositions et procédures qui régissent les retraits sur le Compte du Don.

b) Les demandes de retrait du Compte du Don par le Bénéficiaire sont remises à l'ACBF sous forme de demande écrite émanant du représentant du Bénéficiaire désigné à la Section 10.02 (a) du présent Accord, ou de toute autre personne désignée à cet effet conformément la Section 10.02 (b) du présent Accord ; leur présentation et leur contenu sont raisonnablement fixés par l'ACBF.

c) La demande de retrait doit permettre, dans sa forme et dans son fonds, à l'ACBF d'établir que: i) le Bénéficiaire a le droit de retirer du Compte du Don le montant demandé et que ii) le montant devant être retiré sera utilisé conformément aux dispositions du présent Accord.

d) Les demandes de retrait, assorties de la documentation requise conformément au présent paragraphe, sont présentées dans les meilleurs délais en fonction des dépenses du Projet.

5. A moins que l'ACBF et le Bénéficiaire n'en conviennent autrement, les retraits sur le Compte du Don sont faits en Dollars.

6. Les montants stipulés au paragraphe 1 de la présente Annexe peuvent être modifiés par l'ACBF, après consultation avec le Bénéficiaire, sous réserve que cette disposition ne limite en rien les droits qui sont ceux de l'ACBF en vertu de l'Article VI du présent Accord.

7. Le budget détaillé du Projet, établi par le Bénéficiaire et approuvé par le Conseil d'Administration de l'ACBF le 4 décembre 2002 est par les présentes intégré à cette Annexe.

ANNEXE 2
DESCRIPTION DU PROJET

BUT ET OBJECTIFS DU PROJET

Le but du Programme de Formation en Gestion de la Politique Economique de l'Université de Yaoundé II à Soa (GPE-Yaoundé) (Phase II) est d'améliorer la performance du secteur public en Afrique en général et en Afrique centrale francophone en particulier dans le processus de lutte contre la pauvreté. Ce but sera atteint par la réalisation des objectifs assignés au GPE-Yaoundé (Phase II) qui reflètent les principales suppositions et prémisses à la base de la formulation du projet et des défis et opportunités actuels et futurs dans l'environnement sous-régional et national du Programme tels que décrits dans le Document de Projet (Justification de la Phase II, Forces et Faiblesses de la Phase I) en annexe : Ainsi, les objectifs du GPE-Yaoundé (Phase II) sont les suivants:

- (i) Consolider les gains en capacités institutionnelles et humaines acquises par le GPE-Yaoundé durant la Phase I.
- (ii) Continuer la formation d'une masse critique d'analystes et des gestionnaires de la politique économique pour satisfaire la demande et faire face aux défis de développement du Cameroun et de la sous-région de l'Afrique centrale francophone que le programme couvre.
- (iii) Etablir un réseau des quatre programmes et d'institutions similaires en Afrique et à l'étranger pour une amélioration effective de la performance du GPE-Yaoundé dans la formation des analystes et gestionnaires de la politique économique.

Stratégies du Programme. La consolidation de la capacité institutionnelle créée au GPE-Yaoundé et à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion durant la Phase I sera réalisée par la continuation de l'amélioration de l'environnement de la formation du programme et de la Faculté en réfectionnant les salles de classe, en améliorant le laboratoire informatique et la bibliothèque et en se procurant des ouvrages et des documents de référence dont les formateurs et les stagiaires ont besoin.

La consolidation de la capacité humaine établie durant la Phase I se fera par des sessions de formation des formateurs de tous les intervenants dans le programme et les enseignants, par la spécialisation de certains de ses enseignants dans les domaines spécifiques en général et dans l'analyse, la formulation, l'évaluation et la mise en œuvre de la politique économique en particulier et par un système institutionnalisé d'échanges de formateurs entre le GPE-Yaoundé et les trois autres programmes GPE.

En ce qui concerne la formation, les deux stratégies principales qui seront utilisées sont les suivantes:

- (i) continuation de la formation diplômante organisée durant la Phase I; et organisation des sessions de

formation de courte durée sous formes d'ateliers et de séminaires pour les participants en activité qui ne peuvent pas suivre la formation diplômante par contrainte de temps. Pour permettre un accroissement de la capacité d'admission du GPE-Yaoundé et ainsi satisfaire la demande, 35 boursiers seront admis pour chaque promotion et les candidats seront encouragés à s'autofinancer et/ou à trouver des sponsors. Le nombre de participants dans chaque session de formation de courte durée sera déterminée par plusieurs critères définis dans le document de projet tels que la capacité du participant à payer les frais, la nature et la durée du module, l'andragogie de la formation et la taille de la demande pour chaque cours. Pour la formation de courte durée et non-diplômante, le GPE-Yaoundé coordonnera étroitement son organisation avec l'Institut Multilatéral Africain (UMA) et le Centre d'Assistance Technique Africain/Afrique Centrale (AFRITACS) qui sera établi par le Fonds Monétaire International (FMI).

Pour améliorer la qualité des diplômés du programme, une évaluation systématique de chaque cours sera organisée et les étudiants auront aussi l'opportunité d'évaluer tous les enseignants qui interviennent dans le GPE-Yaoundé. L'organisation et la coordination des stages seront améliorées et les stages seront dorénavant être organisés en Afrique. Ceux qui préféreront faire leur stage en dehors de l'Afrique devront financer eux mêmes la différence du coût de ce stage à l'étranger. Un système formel de suivi des diplômés sera institué. Finalement, le nombre d'heures de cours d'anglais sera réduit et un grand effort sera fait pour s'assurer que le contenu et la durée du programme cadrent avec ceux des autres programmes, avec les objectifs de formation et les objectifs d'apprentissage et que les disparités entre les programmes francophones et les programmes anglophones sont réduits tout en tenant compte de la tradition administrative dans laquelle le GPE-Yaoundé (Phase II) est organisé.

Le réseautage sera au centre des préoccupations du GPE-Yaoundé durant la Phase II. La stratégie de base qui sera utilisée sera l'établissement d'un réseau des GPE avec un statut légal, la signature des accords de coopération entre le GPE-Yaoundé et les autres trois GPE pour un échange de formateurs et d'enseignants et avec des institutions similaires du Nord qui pourront donner un appui institutionnel et humain pour améliorer la formation des enseignants et des formateurs. Finalement, le Projet "epm-africa" deviendra totalement opérationnel, améliorant ainsi le réseautage et les activités de marketing des quatre programmes.

Volets et activités du Programme. Le Document du Projet soumis par l'Université de Yaoundé II contient les détails des principaux volets et activités du GPE-Yaoundé durant la Phase II. Ainsi, le projet contient quatre volets suivants: (i) renforcement de la capacité institutionnelle; (ii) création et renforcement de la capacité humaine; (iii) formation; et (iv) réseautage. La différence entre les volets du GPE-Yaoundé (Phase I) et ceux du GPE-Yaoundé (Phase II) sont dans le volet création/renforcement de la capacité humaine, le volet formation et le volet réseautage. Dans le volet création/renforcement de la capacité humaine, à la différence de la Phase I, la Phase II inclura plus d'activités de formation des formateurs et mettra l'accent sur l'amélioration de la qualité de la formation et des diplômés et sur la spécialisation des enseignants dans les

domaines où la demande est grande. Quant au volet formation, en plus de la formation diplômante organisée durant la Phase I, le GPE-Yaoundé II (Phase II) organisera aussi des actions de formation non diplômante de courte durée. Le volet réseautage ira au delà des actions de coopération avec le CERDI pour inclure l'échange des enseignants entre les quatre programmes, la création d'un réseau des programmes GPE, la création d'une association des anciens des quatre programmes, la création des comités de liaison pour établir des liens entre les utilisateurs des diplômés, les institutions qui les forment et les diplômés eux-mêmes et l'opérationnalisation de epm-africa.org.

Résultats attendus du GPE-Yaoundé (Phase II). Les principaux extrants attendus du GPE-Yaoundé (Phase II) sont contenus dans le Document de Projet. Les résultats qualitatifs et quantitatifs qui seront des indicateurs de résultats sont aussi inclus dans le Document de Projet. En ce qui concerne le nombre de diplômés, il est attendu que le GPE-Yaoundé produira à la fin de chaque promotion 35 diplômés pour un total de 135 à la fin du projet. GPE-Yaoundé organisera chaque année au moins six séminaires de courte durée dont la moyenne de participation ne sera pas inférieure à 25 participants. GPE-Yaoundé (Phase II) organisera deux sessions de formation des formateurs pour ses formateurs et enseignants et publiera des modules pour chaque cours. Le Programme se procurera de l'équipement de la grande salle des cours et achètera du matériel informatique additionnel pour la salle informatique. Il est aussi attendu que GPE-Yaoundé signera des accords de coopération avec les autres programmes et deviendra membre fondateur du réseau des GPE des Universités Partenaires d'Afrique. Il est en plus attendu qu'une association des anciens du GPE-Yaoundé sera officiellement créée et qu'un échange d'enseignants se fera entre les quatre programmes. Enfin, il est attendu que epm-africa.org deviendra opérationnel avec la participation effective du GPE-Yaoundé.

ANNEXE 3
CONDITIONS DE DÉBLOCAGE DES TRANCHES

En ce qui concerne le paragraphe 3 (b) de l'Annexe 1 au présent Accord :

A. Aucun retrait ne devra être effectué après que le total des montants des retraits du Don aura atteint \$200,000 sauf si ACBF a reçu :

1) la preuve, jugée satisfaisante par ACBF, que les activités du Projet ont été réalisées conformément à l'Annexe 2;

2) un programme de travail et un budget pour les activités auxquelles le Bénéficiaire destine le retrait.

B. Aucun retrait ne devra être effectué après que l'ensemble des montants des retraits du Don aura atteint \$1,000,000 sauf si ACBF a reçu :

1) la preuve, jugée satisfaisante par ACBF, que le Projet a été mené à bien en conformité avec les Programmes de travail et les budgets, pour les services visés dans l'Annexe 1 et l'Annexe 2 au présent Accord.

2) un programme de travail et un budget pour les deux dernières années du Projet.

ANNEXE 4
COMPTE SPÉCIAL

1. Aux fins de la présente Annexe :

a) l'expression « Catégories autorisées » désigne les Catégories figurant au tableau du paragraphe I de l'Annexe I au présent Accord;

b) l'expression «Dépenses Autorisées» désigne des dépenses effectuées pour régler le coût raisonnable des fournitures et services nécessaires au Projet et devant être financés sur les fonds du Don affectés aux catégories autorisées conformément aux dispositions de l'Annexe I au présent Accord; et

c) l'expression «Montant Autorisé» désigne un montant équivalent à US\$200.000 qui doit être retiré du Compte du Don et déposé au Compte Spécial conformément aux dispositions du paragraphe 3 (a) de la présente Annexe.

2. Les paiements effectués au moyen du Compte Spécial servent exclusivement à financer des dépenses autorisées conformément aux dispositions de la présente Annexe.

3. Après que l'ACBF a reçu des pièces établissant d'une manière qu'elle juge satisfaisante que le Compte Spécial a été dûment ouvert, les retraits sur le Montant Autorisé et les retraits ultérieurs en vue de reconstituer le Compte Spécial sont effectués comme suit :

a) Pour les retraits sur le Montant Autorisé, le Bénéficiaire présente à l'ACBF une demande ou des demandes de dépôt(s) dont le montant ne doit pas dépasser le Montant Autorisé. Sur la base de cette demande ou de ces demandes, l'ACBF au nom du Bénéficiaire, retire du Compte du Don et dépose au Compte Spécial le montant demandé.

b) i) Pour la reconstitution du Compte Spécial, le Bénéficiaire fournit à l'ACBF des demandes de dépôts au Compte Spécial, à intervalles précisés par l'ACBF.

ii) le Bénéficiaire fournit à l'ACBF les documents et autres pièces justificatives nécessaires conformément au paragraphe 4 de la présente Annexe pour le paiement ou les paiements au titre desquels la reconstitution est demandée. Sur la base de chacune de ces demandes, l'ACBF, au nom du Bénéficiaire, retire du Compte du Don et dépose au Compte Spécial le montant que le Bénéficiaire a demandé.

4. Le Bénéficiaire ne retire des fonds du Compte Spécial qu'à mesure que des dépenses autorisées sont encourues et les soldes ne doivent être convertis en autres monnaies que lorsque les paiements sont effectués dans ces monnaies. L'ACBF peut, à titre exceptionnel, autoriser le Bénéficiaire à tirer un montant suffisant pour couvrir certaines dépenses pendant une période limitée. Le versement à d'autres comptes ouverts par le Bénéficiaire d'avances du Compte Spécial n'est pas autorisé et peut constituer un motif de refus de reconstitution du Compte Spécial.

5. Le Bénéficiaire fournit à l'ACBF, au moment raisonnablement fixé par l'ACBF, tous les documents et autres pièces attestant que les paiements au moyen du Compte Spécial ont été effectués exclusivement au titre de dépenses autorisées.

6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de la présente Annexe, l'ACBF n'est pas tenue d'effectuer de nouveaux dépôts au Compte Spécial dès lors qu'elle a déterminé que le Bénéficiaire devrait effectuer directement tout nouveau retrait du Compte du Don conformément aux dispositions de la Section 2.02 du présent Accord.

7. a) Si l'ACBF estime à un moment quelconque qu'un paiement quelconque au moyen du Compte Spécial : i) a été effectué pour régler une dépense ou un montant non autorisé en vertu des dispositions du paragraphe 2 de la présente Annexe; ou ii) n'était pas justifié par les pièces fournies, le Bénéficiaire, dès notification de l'ACBF : A) fournit toute autre pièce que l'ACBF peut demander ; ou B) dépose au Compte Spécial ou, si l'ACBF le demande, rembourse à l'ACBF, un montant égal audit paiement, ou à la fraction dudit paiement, qui n'était pas autorisé ou justifié.

b) L'ACBF n'effectue aucun nouveau dépôt au Compte Spécial tant que le Bénéficiaire n'a pas fourni les pièces justificatives demandées ou effectué ledit dépôt ou remboursement, selon le cas.

c) Si l'ACBF établit à un moment quelconque qu'un solde quelconque du Compte Spécial ne sera pas nécessaire pour effectuer d'autres paiements au titre de dépenses autorisées, le Bénéficiaire, dès notification de l'ACBF, rembourse à l'ACBF ledit solde.

d) Le Bénéficiaire peut, moyennant notification à l'ACBF, rembourser à l'ACBF la totalité ou une partie des fonds en dépôt sur le Compte Spécial.

e) Les remboursements à l'ACBF faits conformément aux paragraphes 7 (a), (b), (c) et (d) de la présente Annexe sont versés au Compte du Don pour être retirés par la suite ou annulés conformément aux dispositions appropriées du présent Accord.

ANNEXE 5

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GPE-YAOUNDE (PHASE 2)

CAT. 1 : VOYAGE & SEJOUR DES AUDITEURS

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL 1+2+3+4 |
|---|----------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|-----------------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| 1-1 VOYAGE | | | | | | | | |
| Déplacement du pays d'origine au GPE Yaoundé | A/R | 1.500 | 21 | 31.500 | 31.500 | 31.500 | 31.500 | 126.000 |
| Frais supplémentaires (visa, taxi, taxes) | Forfait | 75 | 21 | 1.575 | 1.575 | 1.575 | 1.575 | 6.300 |
| Déplacement de Yaoundé au lieu du stage | A/R | 750 | 35 | 26.250 | 26.250 | 26.250 | 26.250 | 105.000 |
| Frais suppl (visa, taxi taxes) | Forfait | 100 | 35 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 14.000 |
| Frete Aérien retour des Auditeurs a leur pays resp. | Forfait | 250 | 21 | 5.250 | 5.250 | 5.250 | 5.250 | 21.000 |
| TOTAL COUT VOYAGE | | | | | | | | |
| | | | | 88.075 | 88.075 | 88.075 | 88.075 | 272.300 |
| 1-2 SEJOUR | | | | | | | | |
| Bourse d'installation non-nationaux | Mois | 600 | 21 | 10.500 | 10.500 | 10.500 | 10.500 | 42.000 |
| Bourse de résidence non-nationaux | Mois | 500 | 252 | 126.000 | 126.000 | 126.000 | 126.000 | 504.000 |
| Bourse de résidence nationaux | Mois | 250 | 168 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 42.000 | 168.000 |
| Bourse de stage par Auditeur | Auditeur | 250 | 168 | 26.250 | 26.250 | 26.250 | 26.250 | 105.000 |
| 1 ^{ère} Mois de Bourse non-nationaux | Mois | 500 | 21 | 10.500 | 10.500 | 10.500 | 10.500 | 42.000 |
| 1 ^{ème} Mois de Bourse nationaux | Mois | 250 | 14 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 14.000 |
| Cartes de séjour non-nationaux | Forfait | 60 | 21 | 1.260 | 1.260 | 1.260 | 1.260 | 5.040 |
| TOTAL COUT SEJOUR | | | | | | | | |
| | | | | 220.010 | 220.010 | 220.010 | 220.010 | 880.040 |
| 1-3 Assurance séjour et stage | | | | | | | | |
| Assurance 13 mois | Mois | 1.500 | 13 | 19.500 | 19.500 | 19.500 | 19.500 | 78.585 |
| Assurance 03 mois de stage | Mois | 1.500 | 3 | 4.500 | 4.500 | 4.500 | 4.635 | 18.135 |
| COUT TOTAL ASSURANCE | | | | | | | | |
| | | | | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 96.000 |
| 1-4 DOTATION DOCUMENTATION | | | | | | | | |
| | Auditeur | 250 | 35 | 8.750 | 8.750 | 8.750 | 8.750 | 35.000 |
| COUT TOTAL VOYAGE ET SEJOUR | | | | 320.895 | 320.895 | 320.895 | 320.895 | 1.283.340 |

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GPE-YAOUNDE (PHASE 2)

(Suite)

| CAT. II : FRAIS D'INSCRIPTION A L'UNIVERSITE | | | | | | | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|------------|------------|-----|---------------|---------------|---------------|-----------------------|--|--|----------------|------------|
| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | | | 1+2+3+4 | |
| Droits Universitaires | Droits | 93 | 14 | 1.187 | 1.187 | 1.187 | 1.187 | | | 4.837 | |
| II-2 Auditeurs nationaux | Droits | 1.687 | 21 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | | | 140.000 | |
| II-3 Auditeurs non-nationaux | Droits | | | | | | | | | | |
| COUT TOTAL INSCRIPTION | | | | 36.187 | 36.187 | 36.187 | 36.187 | | | 144.867 | |
| CAT. III : PUBLICITE | | | | | | | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | | | 1+2+3+4 | |
| III-1 ANNONCES | | | | | | | | | | | |
| Presse écrite (insertion des annonces (journaux)) | page | 500 | 2 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | | | 4.000 | |
| Presse parlée (diffusion des messages à la radio) | Diffusion | 75 | 2 | 150 | 150 | 150 | 150 | | | 600 | |
| Affiches Publicitaires | Affiche | 5 | 100 | 500 | 500 | 500 | 500 | | | 2.000 | |
| COUT TOTAL ANNONCES | | | | 1.650 | 1.650 | 1.650 | 1.650 | | | 6.600 | |
| III-2 RELATIONS PUBLIQUES | | | | | | | | | | | |
| Reception des personnalités | Receptio | 250 | 2 | 500 | 500 | 500 | 500 | | | 2.000 | |
| Présentation des vœux | Cartes | 1 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | | | 400 | |
| COUT TOTAL RELATIONS PUBLIQUES | | | | 600 | 600 | 600 | 600 | | | 2.400 | |
| III-3 MISSIONS DE PRESENTATION DU GPE | | | | | | | | | | | |
| Frais de déplacement | Voyage | | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| Hebergement | Nuits(x) | | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| Perdiem | Jour (X2) | | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| COUT TOTAL MISSIONS DE REPRESENTATION | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| III-4 CEREMONIES DE REMISE DE DIPLOME | | | | | | | | | | | |
| Location salle | Année | 2.500 | 1 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | | | 10.000 | |
| Rafraichissant | Boisson G. | | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| Reception des lauréats | Reception | | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| Frais de hotesses | Hotesses | | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| COUT TOTAL CEREMONIE | | | | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | | | 10.000 | |
| COUT TOTAL CATEGORIE III | | | | 4.750 | 4.750 | 4.750 | 4.750 | | | 19.000 | |

Handwritten signature or initials

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GRE-YAOUNDE (PHASE 2)

(Suite)

CAT. IV: SELECTION DES CANDIDATS

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|--|-----------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| IV-1 CONFECTION DOSSIER | | | | | | | | |
| Preselection | Formateur | 153 | 3 | 450 | 450 | 450 | 450 | 1.800 |
| Brochures de présentation du Programme | Brochure | 1 | 500 | 415 | 415 | 415 | 415 | 1.650 |
| Fiches de candidature | Fiche | 1 | 500 | 330 | 330 | 330 | 330 | 1.320 |
| Fiches de composition | Affiche | 3 | 190 | 300 | 300 | 300 | 300 | 1.200 |
| COUT TOTAL CONFECTION DOSSIER | | | | | | | | |
| | | | | 1.495 | 1.495 | 1.495 | 1.495 | 5.980 |
| IV-2 PUBLICITE DU LANCEMENT DU CONCOURS | | | | | | | | |
| Frais d'expédition des dossiers | pli | 167 | 3 | 500 | 500 | 500 | 500 | 2.000 |
| Frais de surveillance du test | Heure | 50 | 3 | 150 | 150 | 150 | 150 | 600 |
| Frais de correction des copies | Copie | 1 | 750 | 563 | 563 | 563 | 563 | 2.250 |
| COUT TOTAL LANCEMENT DU CONCOURS | | | | 1.212 | 1.212 | 1.212 | 1.212 | 4.850 |
| COUT TOTAL CATEGORIE IV | | | | 2.707 | 2.707 | 2.707 | 2.707 | 10.830 |

CAT. V: DEPENSES TOTALES D'ENSEIGNEMENTS

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|-------------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| V-1 DEPENSES D'ENSEIGNEMENT | | | | | | | | |
| Intervenants locaux | Heure | 42 | 480 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 80.000 |
| Intervenants Extérieurs | Heure | 67 | 150 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 40.000 |
| Voyage Intervenants extérieurs | Billet d'Av | 2.500 | 5 | 12.500 | 12.500 | 12.500 | 12.500 | 50.000 |
| Hebergement | Nuitées | 75 | 50 | 3.750 | 3.750 | 3.750 | 3.750 | 15.000 |
| Pardlem | Jour (5x) | 150 | 50 | 7.500 | 7.500 | 7.500 | 7.500 | 30.000 |
| Visas, taxes et autres | Forfait | 100 | 10 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 4.000 |
| Conférence de personnalité | Heures | 167 | 15 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 10.000 |
| COUT TOTAL CATEGORIE V-1 | | | | 57.250 | 57.250 | 57.250 | 57.250 | 225.000 |
| V-2 COUT SPECIFIQUE D'ENSEIGNEMENT | | | | | | | | |
| Honoraire Formateurs résidents (03) | Mois | 750 | 36 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 27.000 | 108.000 |
| Mission Formateurs (deux missions de 15 jours) | Billet d'A | 667 | 4 | 2.667 | 2.667 | 2.667 | 2.667 | 10.667 |
| Hébergement | Nuitées | 75 | 56 | 4.200 | 4.200 | 4.200 | 4.200 | 15.800 |
| Frais de séjour | Jour (4x) | 133 | 80 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 32.000 |
| Séminaire Résidentiel d'Accueil des Auditeurs | Année | 8.333 | 1 | 8.333 | 8.333 | 8.333 | 8.333 | 33.333 |
| Confection de documents pédagogiques | | | | | | | | |
| Confection des colloques et séminaires liés à la formation | Forfait | 10.000 | 1 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 40.000 |
| Ateliers de formation des Formateurs | Forfait | 10.000 | 1 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 40.000 |
| Ateliers de formation. En Gestion des Programmes de Formation | Forfait | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Elaboration des programmes de formation courte | Forfait | 10.000 | 1 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 40.000 |
| Evaluation des notes au ministre (02 Nates/auditeur) | Encadre | 133 | 20 | 2.667 | 2.667 | 2.667 | 2.667 | 10.667 |
| Evaluation Grand Oral | Evaluate | 333 | 16 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 21.333 |
| Evaluation Souverance Rapports de stage | Evaluate | 333 | 16 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 21.333 |
| COUT TOTAL CATEGORIE V-2 | | | | 93.533 | 93.533 | 93.533 | 93.533 | 374.133 |
| COUT TOTAL CATEGORIE V | | | | 150.783 | 150.783 | 150.783 | 150.783 | 603.133 |

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GPE-YAOUNDE (PHASE 2)

(Suite)

CAT. VI: DEPENSES TOTALES D'ADMINISTRATION

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|--------------|------------|-----|------------------------------|---------|---------|---------|-------------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| VI-1 DIRECTION DU PROGRAMME | | | | | | | | |
| Honoraire du Directeur | Mois | 2.100 | 12 | 25.200 | 25.200 | 25.200 | 25.200 | 100.800 |
| Missions de promotion du Programme (03 Missions) | Billet d'Avi | 1.250 | 3 | 3.750 | 3.750 | 3.750 | 3.750 | 15.000 |
| Frais de séjour (\$/X3) | Jour | 100 | 15 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 6.000 |
| Hebergement | Nuitées | 75 | 12 | 900 | 900 | 900 | 900 | 3.600 |
| VI-2 GOUVERNANCE DU PROGRAMME | | | | | | | | |
| Coordination du programme/Doyen | Mois | 500 | 12 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 24.000 |
| Coordination du Comité de Pilotage (02 Sessions) | Réunion | 1.917 | 2 | 3.833 | 3.833 | 3.833 | 3.833 | 15.332 |
| Coordination du Comité Académique (04 Sessions) | Réunion | 1.333 | 4 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 5.333 | 21.332 |
| Coordination Comité de Gestion (06 Sessions) | Réunion | 212 | 4 | 1.333 | 1.333 | 1.333 | 1.333 | 5.332 |
| VI-3 TRAITEMENT PERSONNEL D'APPUI | | | | | | | | |
| VI-3.1 TRAITEMENT PERSONNEL D'ADMINISTRATEURS FINANCIERS | | | | | | | | |
| Salaires | Mois | 1.000 | 12 | 10.314 | 10.314 | 10.314 | 10.314 | 41.257 |
| Qualification | Mois | 750 | 12 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 36.000 |
| Sécurité Sociale (12,9% Salaire mensuel) | Mois | 153 | 1 | 153 | 153 | 153 | 153 | 613 |
| VI-3.2 TRAITEMENT PERSONNEL D'APPUI ADMINISTRATEURS | | | | | | | | |
| Salaires | Mois | 97 | 12 | 1.161 | 1.161 | 1.161 | 1.161 | 4.524 |
| Qualification | Mois | 600 | 12 | 7.014 | 7.014 | 7.224 | 7.441 | 28.498 |
| Sécurité Sociale (12,9% Salaire mensuel) | Mois | 500 | 12 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 24.000 |
| Qualification | Mois | 36 | 1 | 36 | 36 | 36 | 36 | 142 |
| Sécurité Sociale (12,9% Salaire mensuel) | Mois | 65 | 12 | 774 | 774 | 774 | 774 | 3.096 |
| SOUS-TOTAL CATEGORIE VI-3 A REPORTER | | | | 64.974 | 64.974 | 64.974 | 64.974 | 259.895 |
| CAT. VI: DEPENSES TOTALES D'ADMINISTRATION (SUITE 1) | | | | | | | | |
| ELEMENTS | | | | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
| REPORT VI | UNITE | COUT UNIT. | QTE | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | 1+2+3+4 |
| REPORT COURSIER | | 304 | | 64.974 | 64.974 | 64.974 | 64.974 | 259.895 |
| Salaires | Mois | 250 | 12 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 12.000 |
| Qualification | Mois | 23 | 1 | 23 | 23 | 23 | 23 | 90 |
| Sécurité Sociale | Mois | 23 | 12 | 330 | 330 | 330 | 330 | 1.320 |
| VI-3.3 TRAITEMENT PERSONNEL D'APPUI ADMINISTRATEURS | | | | | | | | |
| Salaires | Mois | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Qualification | Mois | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sécurité Sociale | Mois | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VI-3.4 TRAITEMENT PERSONNEL D'APPUI ADMINISTRATEURS | | | | | | | | |
| Salaires | Mois | 650 | 12 | 6.880 | 6.880 | 6.880 | 6.880 | 27.438 |
| Qualification | Mois | 500 | 12 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 24.000 |
| Sécurité Sociale | Mois | 86 | 1 | 86 | 86 | 86 | 86 | 342 |
| Qualification | Mois | 65 | 12 | 774 | 774 | 774 | 774 | 3.096 |
| SOUS-TOTAL CATEGORIE VI-3 A REPORTER | | | | 75.186 | 75.186 | 75.186 | 75.186 | 300.743 |

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GRE-YAOUNDE (PHASE 2)

(Suite)

CAT. VI: DEPENSES TOTALES D'ADMINISTRATION (SUITE 2)

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---------------------------------------|-------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| REPORT VI | | | | 75,186 | 75,186 | 75,186 | 75,186 | 300,743 |
| PERSONNEL INFORMATIQUE | | 650 | | 6,860 | 6,860 | 6,860 | 6,860 | 27,438 |
| Salaires | Mois | 900 | 12 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 24,000 |
| Qualification | Année | 86 | 1 | 86 | 86 | 86 | 86 | 342 |
| Sécurité Sociale | Mois | 65 | 12 | 774 | 797 | 797 | 797 | 3,165 |
| PERSONNEL EN | | 200 | | 2,147 | 2,147 | 2,147 | 2,147 | 8,588 |
| Salaires | Mois | 150 | 12 | 1,800 | 1,800 | 1,800 | 1,800 | 7,200 |
| Qualification | Année | 23 | 1 | 23 | 23 | 23 | 23 | 92 |
| Sécurité Sociale | Mois | 27 | 12 | 324 | 324 | 324 | 324 | 1,296 |
| SOUS/ TOTAL CATEGORIE VI-3 A REPORTER | | | | 84,192 | 84,192 | 84,192 | 84,192 | 336,769 |

CAT. VI: DEPENSES TOTALES D'ADMINISTRATION (SUITE 3)

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|----------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| REPORT VI | | | | 84,192 | 84,192 | 84,192 | 84,192 | 336,769 |
| PERSONNEL INFORMATIQUE | | 160 | | 1,392 | 1,392 | 1,392 | 1,392 | 5,568 |
| Salaires | Mois | 100 | 12 | 1,200 | 1,200 | 1,200 | 1,200 | 4,800 |
| Qualification | Année | 37 | 1 | 37 | 37 | 37 | 37 | 148 |
| Sécurité Sociale | Mois | 13 | 12 | 156 | 156 | 156 | 156 | 618 |
| PERSONNEL | | 167 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Salaires | Mois | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Qualification | Année | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sécurité Sociale | Mois | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ASSURANCE MALADIE ET ACCIDENT PERSONNEL | | | | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 24,000 |
| Assurance groupée | Individu | 500 | 6 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 24,000 |
| COUT TOTAL CATEGORIE VI | | | | 91,584 | 91,584 | 91,584 | 91,584 | 366,337 |

CAT. VII: DEPENSES TOTALES DE FONCTIONNEMENT

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|-----------------------------------|-----------|------------|-----|-----------------------|---------|---------|---------|------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| SARDIENNAGE | | 400 | 4 | 1,600 | 1,600 | 1,600 | 1,600 | 6,400 |
| Fournitures de bureau | Trimestre | 300 | 4 | 1,200 | 1,200 | 1,200 | 1,200 | 4,800 |
| CONSOUMABLES INFORMATIQUES | Trimestre | 750 | 4 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 12,000 |
| ABONNEMENT INTERNET | Mois | 1,000 | 12 | 12,000 | 12,000 | 12,000 | 12,000 | 48,000 |
| ENTRETIEN COPIEURS | Mois | 250 | 12 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 12,000 |
| ENTRETIEN CLIMATISEURS | Trimestre | 50 | 4 | 200 | 200 | 200 | 200 | 800 |
| TELEPHONE - FAX | Mois | 250 | 12 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 12,000 |
| MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN | Mois | 83 | 12 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 4,000 |
| CARBURANT ET MAINTENANCE VEHICULE | Mois | 417 | 12 | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 20,000 |
| ASSURANCE EQUIPEMENTS ET VEHICULE | Mois | 137 | 12 | 2,000 | 2,000 | 2,000 | 2,000 | 8,000 |
| COURRIERS | Mois | 250 | 12 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 12,000 |
| ENTRETIEN MATERIEL INFORMATIQUE | Mois | 500 | 12 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 6,000 | 24,000 |
| ACTIVITES SOCIALES | Trimestre | 500 | 4 | 2,000 | 2,000 | 2,000 | 2,000 | 8,000 |
| TOTAL CATEGORIE VII | | | | 43,000 | 43,000 | 43,000 | 43,000 | 172,000 |

BUDGET DETAILLE DU PROGRAMME GRE-YAOUNDE (PHASE 2)

(Suite et fin)

CAT. VIII: DEPENSES TOTALES BIBLIOTHEQUE ET EQUIPEMENTS

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|------------|------------|-----|-----------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| CAT. VIII -1 EQUIPEMENTS | | | | | | | | |
| ORDINATEURS PILE GPE | Ordinateur | 2,000 | 7 | 14,000 | 0 | 0 | 0 | 14,000 |
| ACQUISITION IMPRIMANTES LASER PILE GPE | Imprimant | 2,500 | 2 | 5,000 | 0 | 0 | 0 | 5,000 |
| ORDINATEURS PILA FACULTE | | 2,000 | 10 | 20,000 | 0 | 0 | 0 | 20,000 |
| IMPRIMANTES PILA FACULTE | | 987 | 2 | 1,974 | 0 | 0 | 0 | 1,974 |
| ONDULEURS | | 167 | 17 | 2,833 | 0 | 0 | 0 | 2,833 |
| EQUIPEMENT INFORMATIQUE P/TELECONFERENCE | | 12,500 | 1 | 12,500 | 0 | 0 | 0 | 12,500 |
| COPIEURS ET ACCESSOIRES | | 10,000 | 2 | 20,000 | 0 | 0 | 0 | 20,000 |
| MOBILIER SALLE INFORMATIQUE | | 167 | 5 | 833 | 0 | 0 | 0 | 833 |
| CAT. VIII -2 BIBLIOTHEQUE | | | | 76,500 | 0 | 0 | 0 | 76,500 |
| OUVRAGES | Ouvrage | 33 | 250 | 8,333 | 8,333 | 8,333 | 8,333 | 33,333 |
| ABONNEMENT JOURNAUX ET REVUES | Trimestr | 667 | 4 | 2,667 | 2,667 | 2,667 | 2,667 | 10,667 |
| RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS | Année | 1,000 | 1 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 4,000 |
| FINANCEMENT PARUTION REVUE DE LA FACUL | Trimestr | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL CATEGORIE VIII | | | | 12,000 | 12,000 | 12,000 | 12,000 | 48,000 |
| CAT. IX: DEPENSES TOTALES AUDITS INTERNE DES COMPTES | | | | 88,500 | 12,000 | 12,000 | 12,000 | 124,500 |

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---------------------------|-------|------------|-----|-----------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| AUDITS | Année | 5,000 | 1 | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 20,000 |
| TOTAL CATEGORIE IX | | | | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 20,000 |

| ELEMENTS | UNITE | COUT UNIT. | QTE | MONTANT EN US DOLLARS | | | | COUT TOTAL |
|---|------------|------------|-----|-----------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | | | | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 | ANNEE 4 | |
| EQUIPEMENTS POUR CONNEXION INTERNET | | 10,000 | 1 | 10,000 | | | | 10,000 |
| REDEVANCE | Mois | 517 | 12 | 6,200 | 6,200 | 6,200 | 6,200 | 24,800 |
| EQUIPEMENTS POUR ANIMATION ET HERBERGE | | 0 | 1 | 0 | | | | 0 |
| LOGICIELS | | 5,000 | 1 | 5,000 | | | | 5,000 |
| DOCUMENTATION TECHNIQUE | Exemplaire | 67 | 10 | 667 | 667 | 667 | 667 | 2,666 |
| BULLETIN D'INFORMATION | Exemplaire | 6 | 100 | 550 | 550 | 550 | 550 | 2,200 |
| FORUMS DE DISCUSSION | Trimestre | 150 | 4 | 600 | 600 | 600 | 600 | 2,400 |
| PROMOTION | Semestre | 335 | 1 | 335 | 335 | 335 | 335 | 1,340 |
| FORMATIONS ET CERTIFICATIONS | Semestre | 583 | 1 | 583 | 583 | 583 | 583 | 2,333 |
| RECHERCHE ET DEVELOPEMENT | Semestre | 792 | 1 | 792 | 792 | 792 | 792 | 3,167 |
| TOTAL CATEGORIE X | | | | 24,727 | 9,727 | 9,727 | 9,727 | 53,906 |
| TOTAL DE TOUTES LES CATEGORIES DU PROJET | | | | 771,398 | 679,898 | 679,898 | 679,898 | 2,811,093 |
| IMPREVUS | | | | 38,570 | 33,995 | 33,995 | 33,995 | 140,555 |
| COUT TOTAL DU PROJET | | | | 809,968 | 713,893 | 713,893 | 713,893 | 2,951,648 |

GRANT AGREEMENT

Between

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

And

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II
(CAMEROON)

Regarding

The Financing of a Master's Degree in
Economic Policy Management

Dated Sept. 9, 2002

GRANT AGREEMENT

Agreement, dated _____, 2002, between the INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT (the Bank) acting through the World Bank Institute (WBI) and THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II (the University).

WHEREAS the University has established a Master's Program in Economic Policy Management to be offered by its faculty of Economics and Management (the Program) which is described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS the University intends to award a Master of Arts Degree in Economic Policy Management to those students who successfully complete the requirements of the Program;

WHEREAS the Program is part of a wider program for the promotion of economic policy management sponsored by the Bank and the Africa Capacity Building Foundation (collectively referred to as the Sponsoring Agencies);

WHEREAS the University has consulted with the Sponsoring Agencies on the design of the curriculum and the implementation of the Program;

WHEREAS the Bank has an interest in the development of effective indigenous capacity to undertake economic policy analysis and management in Africa; and

WHEREAS the Bank wishes to contribute to the financing of scholarships for participants in the Program for a further three cohorts beginning in April 2002 using funds provided by the Government of Japan to the Joint Japan/World Bank Graduate Scholarship Program (the JJ/WBGSP);

NOW THEREFORE the parties agree as follows:

ARTICLE I

Definitions; Headings

Section 1.01. Definitions

Wherever used in this Agreement, unless the context otherwise requires, the following capitalized terms have the following meanings:

- (a) "Agreement" means this agreement and all schedules and agreements supplemental hereto, as the same may be amended from time to time;
- (b) "Closing Date" means the date specified in Section 2.03 of this Agreement after which the University's right to withdraw funds from the Grant shall terminate;
- (c) "Dollars" and "US\$" mean dollars in the currency of the United States of America;

- (d) "Grant" means the grant referred to in Section 2.01 of this Agreement;
- (e) "Program" means the program described in Schedule 1 to this Agreement;
- (f) "Sponsoring Agencies" means the African Capacity Building Foundation and the International Bank for Reconstruction and Development; and
- (g) "JJ/WBGSP" means the Joint Japan/World Bank Graduate Scholarship Program, a program of scholarships funded by the Government of Japan and administered by the Bank.

Section 1.02. Headings

The headings in this Agreement are for convenience of reference only and shall not limit or otherwise affect the meaning of the terms of this Agreement.

Section 1.03. Schedules

The schedules to this Agreement constitute an integral part of the Agreement.

ARTICLE II

The Grant; Withdrawal of the Proceeds of the Grant

Section 2.01. The Grant

The Bank agrees to contribute to the Program described in Annex 1 to this Agreement an amount not exceeding \$420,000 (21 students by \$20,000) in the form of a grant subject to the terms and conditions of this Agreement and to the availability of funds for this purpose in the JJ/WBGSP.

Section 2.02. Payment of the Grant Amount

The Bank shall make quarterly payments to the University, in accordance with the provisions of Schedule 2 to this Agreement, to cover the costs of the scholarships as stated in Schedule 2. The first payment shall be made on a date to be agreed upon by the Bank and the University after this Agreement becomes effective. Thereafter, payments shall be made upon application by the University as stated in Schedule 2 to this Agreement.

Section 2.03. The Closing Date

The Grant shall be closed after the last payment has been made to the University, but in no event later than March 31,2005, or such later date as the Bank, after consultation with the University, may establish.

ARTICLE III

Administration of the Program

Section 3.01. Execution of the Program

The University shall deliver the Program with due diligence and efficiency in the format and based on the curriculum it submitted to the Bank in connection with its application to host the Program and shall provide the faculty, funds and other resources required for the Program. The University may revise the curriculum after consultation with the Bank, provided that such revised curriculum shall continue to provide the participants in the program with the analytical skills and tools needed to become effective policy advisers and include instruction in policy analysis, development economics, management skills and English language training.

Section 3.02. Selection of Participants

All participants in the Program shall be selected in accordance to Part III of Schedule 1. The Bank grant shall only be used to finance the participation of students selected in accordance with Part III of Schedule 1, and designated by the Bank for financing from the Grant.

Section 3.03. Internships

The University shall arrange for a three-month internship for all participants in the program. The internship shall commence within one month after the completion of all course work in the Program.

ARTICLE IV

Financial Records and Reports; Audits

Section 4.01. Financial Records and Reports; Audits

The University shall: (i) maintain separate records and accounts in respect of the funds it receives under this Agreement and disbursements therefrom; (ii) furnish to the Bank on a quarterly basis a copy of quarterly financial statements pertaining to such accounts; (iii) have such records and accounts for each fiscal year audited by independent auditors at the expense of the University, and furnish to the Bank a certified copy of the auditors' report; and (iv) provide any other information related to the program records and accounts as the Bank shall reasonably request.

ARTICLE V

Program Records; Reports; Review Section

5.01. Program Records and Reports

(a) The University shall maintain records for the purpose of monitoring the progress of the Program and submit to the Bank a report every six months describing in detail all Program achievements and the performance of the University's obligations under this Agreement.

(b) The University shall promptly inform the Bank of any condition which interferes, or threatens to interfere, with the implementation of the Program or with the performance of the University's obligations under this Agreement.

Section 5.02. Program Review

The Bank and the University shall review the Program at a mutually agreeable time, but in no event later than the end of the second year, to evaluate its progress and determine if any modifications are necessary to achieve its purpose.

Section 5.03. Final Report

At the completion of the Program the University shall prepare and furnish to the Bank a report, of such scope and in such detail as the Bank shall reasonably request, on: (i) the execution and initial operation of the Program; (ii) the Program cost; (iii) the performance by the

University and the Bank of their respective obligations under this Agreement; and (iv) the accomplishment of the purposes of the Program.

Section 5.04. Extension of the Program

On the basis, inter alia, of a review of the Program carried out by an independent panel, the parties to the agreement may agree to extend the Program to cover additional cohorts, provided that no such extension shall take place except as agreed in writing by the parties.

ARTICLE VI

Refunds; Suspension; Cancellation

Section 6.01. Refunds

The Bank is entitled to a refund of all or a portion of any amount paid to the University if such amount is not used for the purposes of the Program in accordance with the requirements of this Agreement.

Section 6.02. Suspension

(a) The Bank may, by written notice to the University, suspend, in whole or in part, payments to the University from the Grant in any of the following events:

(i) if the University fails to perform any of its obligations under this Agreement;
or

(ii) if the University's right to payments from any other grant or loan made for the financing of the Program has been suspended or terminated, in whole or in part, pursuant to the terms of the agreement providing therefor; or

(iii) if the administration or structure of the Program is modified in any material way following effectiveness of this Agreement without the consent of the Bank and the Sponsoring Agencies.

(b) The University's right to payments from the Grant shall remain suspended until the Bank notifies the University that the event or events causing suspension have been remedied to the Bank's satisfaction.

Section 6.03. Cancellation

The Bank may, by notice to the University, cancel the University's right to payments and cancel the Grant if:

- (i) the University's right to make withdrawals in respect of any amount from the Grant has been suspended for a continuous period of thirty days; or
- (ii) the Bank determines, after consultation with the University, that an amount of the Grant will not be required to finance the Program.

Section 6.04. Effectiveness of the Agreement After Refund, Suspension or Cancellation

Notwithstanding any refund, suspension or cancellation under this Article, all provisions of this Agreement shall continue in full force and effect except as otherwise specifically provided in this Article.

ARTICLE VII

Representations

Section 7.01. The University represents that:

- (a) it has full power and authority to enter into this Agreement;
- (b) the execution and delivery of this Agreement on its behalf has been duly authorized by all necessary corporate actions;
- (c) except as the Bank has otherwise been previously informed in writing, the University has obtained all government authorizations, approvals, consents and licenses required for the establishment and delivery of the Program.

ARTICLE VIII**Enforceability of Agreement; Waiver of Rights;
Dispute Settlement***Section 8.01. Waiver of Rights*

The failure of either party to enforce, at any time or for any period of time, any provision of this Agreement shall not be construed as a waiver of such provision. Any waiver of a breach hereunder shall be in writing and shall not be construed to be a waiver of further breaches unless expressly stated.

Section 8.02. Governing Law; Interpretation

This Agreement shall be governed by and interpreted in accordance with the law of the District of Columbia, United States of America.

Section 8.03. Arbitration

(a) Any claim or controversy arising under this Agreement which has not been settled by negotiation or other agreed mode of settlement shall, at the request of either the University or the Bank, be submitted to arbitration by an Arbitral Tribunal as provided in this section.

(b) The Arbitral Tribunal shall be composed of three arbitrators; one to be appointed by the University, the other to be appointed by the Bank, and the third, who shall chair the tribunal, to be appointed by the first two arbitrators.

(c) If within sixty days of the request for arbitration either party has not appointed an arbitrator, or if within fifteen days of the appointment of the two arbitrators the third arbitrator has not been appointed, either party may request the President of the International Court of Justice to appoint the arbitrator or Chairperson not yet appointed.

(d) The procedures for such arbitration shall be fixed by the arbitrators, and the expenses of the arbitration shall be borne by the parties as assessed by the arbitrators.

(e) The provisions for arbitration set forth in this section shall be the exclusive procedure for the settlement of controversies arising under this Agreement.

ARTICLE IX

Third Party Claims

Section 9.01. Third Party Claims

The University shall hold the Bank, its officials and such other persons performing services on its behalf harmless in respect of claims or liabilities arising from operations conducted under this Agreement.

ARTICLE X

Miscellaneous Provisions

Section 10.01. Notices; Requests; Consent

Any notice, request or consent to be given under this Agreement shall be in writing. Such notice, request or consent shall be deemed to have been duly given or made when it shall be delivered by hand or by mail, facsimile transmission (provided such transmission is promptly followed by delivery of the original) or telex to the addressee at the following address or at any other designated address:

For the University: Director
Economic Policy Management Program
University of Yaounde II
P.O. Box 1792
Yaounde, Cameroon

Facsimile:

237- 223-7912

For the Bank: Vice President
World Bank Institute (WBI)
International Bank for Reconstruction and Development
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433

Facsimile:
(202) 522-4036

Telex:
248423/64145 (WORLDBANK)

Section 10.02. Authority to Act

(a) The Director, Economic Policy Management Unit, is hereby designated as the representative of the University for purposes of taking any action required or permitted to be taken by the University under the provisions of this Agreement.

(b) The University may delegate to any other person, by written notice to the Bank, authority to take any or all actions, as specified in such notice, required or permitted to be taken by the University under this Agreement (including, without limitation, the authority to sign applications for payments from the Grant).

(c) The University shall furnish to the Bank sufficient evidence of the authority of each person designated pursuant to this section and the authenticated specimen signature of such person.

Section 10.03. Amendments and Modifications to Agreement

This Agreement may not be modified except by an amendment in writing signed by both parties.

Section 10.04. Execution in Counterparts; Integration Clause

This Agreement may be executed in several counterparts, each of which shall be an original but all of which shall constitute one instrument, and represents the entire agreement of the parties with respect to the subject matter hereof. It supersedes any prior understanding, agreement or correspondence.

ARTICLE XI

Effective Date; Termination

Section 11.01. Effective Date

This Agreement shall become effective upon its signature by the parties.

Section 11.02. Termination

This Agreement shall terminate two years after the Closing Date. However, the University may terminate this Agreement upon 90 days prior written notice to the Bank and the Bank may terminate this Agreement upon six month's written notice to the University. Provided, however, that all obligations of the parties as set forth in this Agreement assumed prior to any effective termination date shall survive any such termination of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized representatives for this purpose, have signed this Agreement.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

K. Ahmed

Authorized Representative

Date: 9/9/02

UNIVERSITY OF YAOUNDE II

[Signature]

Authorized Representative

PR. BENOÛT GÉRARD EBE

Date: 06 AOUT 2002



SCHEDULE I

Description of the Program

I. Objectives

The Economic Policy Management Master's Program (the Program) is jointly sponsored by the African Capacity Building Foundation (ACBF) and the International Bank for Reconstruction and Development (The World Bank) through its World Bank Institute (WBI) (the Sponsoring Agencies) to help meet the demand for qualified economic policy advisers and managers in Sub-Saharan Africa.

II. Program of Instruction

1. The Program consists of a fifteen-month course of study, including a three-month internship, culminating in a master's degree in Economic Policy Management. The Program will be offered to three cohorts, each beginning one year after the start of the preceding one, and the first one starting in October 2001.
2. The University will deliver the instructional program according to the curriculum referred to in Section 3.01 of the Grant Agreement and use its regular faculty, supplemented by appropriate visiting faculty, to offer the courses in such approved curriculum. The curriculum shall at all times include instruction in development economics and management skills and offer French language training.
3. The internship program will be arranged by the University and will start within one month after the completion of the course work for the Program.

III. Selection of Participants

1. Thirty participants will be admitted for each of the three cohorts of the Program, seven of which will be supported by the Bank. Not more than three students will be nationals of the country where the University is located, provided, however, that the number of such participants may be increased, subject to the concurrence of the Bank, in the event that space is still available in the Program after all qualified candidates from other countries have been selected.
2. The Bank funding will be used exclusively to finance the participation of seven students who shall be nationals of member countries of the Bank.
3. Participants will be expected to: (a) hold a bachelor's degree or its equivalent with evidence of a distinguished academic record; (b) have at least two years (and preferably four or

five years) of quality full-time work experience in the public or private sector in their home country; (c) exhibit promise for a career in a development-related field; and (d) meet any other criteria for admission required by the University.

4. Candidates will apply for the Program through the University. The University will screen the applicants and aim at preparing a list of sixty nominees for each cohort, from which thirty will be selected by the Bank and ACBF.
5. The University shall make every effort to ensure diversity in the list of nominees, provided, however, that no candidate who is not otherwise qualified for admission shall be admitted by the University to ensure diversity.
6. The University will submit to the Bank complete application files of candidates. These files should include basic personal data, full academic background, copy of degrees obtained, detailed explanation of professional responsibilities, a statement of objectives and letters of academic and professional recommendations.
7. The University will submit the list of sixty nominees to a Special Selection Committee appointed by the Bank which would make the final selection. The Special Selection Committee shall be composed of representatives of the Sponsoring Agencies and may include representatives of selected co-financing agencies. Committee members shall serve in their individual capacities and will not be subject to instructions from the institutions that they represent.
8. The Special Selection Committee shall be convened and chaired by the Vice President of the World Bank Institute (WBI) of the World Bank or by the person designated by the Vice President to convene and chair the meeting. The Committee shall meet at WBI headquarters in Washington, D.C. or at such other location as the Vice President of WBI shall designate.
9. The Committee shall select alternate candidates which the University will admit in case a selected student does not enroll in the Program. The Committee's decision shall be final.

of the curriculum. The Bank may, after consultation with the University, adjust the amounts set out in each category in the table in paragraph 1 to meet unexpected changes in projected expenditures, provided that the total amount of the grant shall not be increased.

3. The Bank will make payments to the University for Program expenses on a quarterly basis. Before the beginning of each quarter, the University will submit to the Bank a request for payment in a form and containing such information as the Bank may request. The request shall include, (i) a detailed statement showing the items to be paid for the next quarter, the number of students involved, proposed adjustments to the amounts paid in the previous quarter and adjustments resulting from students leaving the program or for any other reasons, (ii) a detailed academic report on each participant, and (iii) a detailed statement as to any internationally-recruited instructor employed in the previous quarter or to be employed in the next quarter. Actual payments to the University will depend upon per student costs and the actual number of students supported by the Grant in each phase of the Program.

SCHEDULE 2**Withdrawals/Payments**

I. The table below sets forth the categories of items to be financed out of the Grant proceeds and the allocation of the amounts of the Grant to each category.

| <u>Category to be Financed</u> | <u>Amount Allocated (U.S. Dollars)</u> |
|---|--|
| 1. Tuition and Fees | 115.000 |
| 2. Insurance | 19.000 |
| 3. Travel | 62.000 |
| 4. Subsistence | 144.000 |
| 5. Books, Research and Shipping Allowance | <u>80.000</u> |
| TOTAL | 420.000 |

2. The Grant amount shall be used exclusively for eligible expenditures listed in the table in paragraph 1, above, as stipulated in this Schedule. The Bank shall pay the following expenses for the students: under 1 (Tuition and Fees): entrance examination fees (if any), admission fee, annual tuition and tuition and fees for language training; under 2 (Insurance): only basic medical/accident insurance; under 3 (Travel): (i) travel of non-national students to and from the University and (ii) travel to and from the place of internship, if it is located in a country other than that where the University is located; under 4 (Subsistence): an amount to be given by the University to students to defray part of their subsistence costs and under 5 (Books, Research and Shipping Allowance): an amount to be given by the University to the students to defray part of book's costs and shipping costs for foreign students. It is understood that (i) the amounts shown above include the university's overhead costs associated with the Program; and (ii) the amount shown under Tuition and Fees includes the cost of supplementing local staff and instructors with instructors selected on the basis of their internationally recognized competence for specific p